

Acheteur Public
Office National des Combattants et des Victimes de Guerre
Hôtel National des Invalides
129 rue de Grenelle - Escalier B
CS 70780
75700 PARIS CEDEX 07

MARCHÉS PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**FOUILLE ARCHEOLOGIQUE PREVENTIVE
BARAQUE CUISINE STRUTHOF**

Cahier des Clauses Particulières

(C.C.P)

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article 1 : Généralités	4
1.1. <i>Caractéristiques principales du marché</i>	4
1.1.1. Objet du marché	4
1.1.2. Durée du marché/	4
1.1.3. Mise en œuvre du marché/des marchés	4
1.2. <i>Intervenants</i>	4
1.2.1. Acheteur	4
1.2.2. Coordonnateur en matière de sécurité, de protection de la santé des travailleurs salariés (CSPS)	4
1.2.3. Titulaire	5
1.3. <i>Pièces constitutives du marché</i>	5
1.3.1. Pièces contractuelles	6
1.3.2. Pièces indicatives	Erreur ! Signet non défini.
1.4. <i>Obligations générales d'exécution</i>	6
1.4.1. Protection des données personnelles – RGPD	6
1.4.2. Protection de l'environnement, sécurité et santé	6
1.4.3. Assurances	7
1.4.4. Documentation à fournir en cours d'exécution	7
Article 2 : Prix et règlement	8
2.1. <i>Prix du marché</i>	8
2.1.1. Caractéristiques des prix	8
2.1.2. Contenu des prix	8
2.1.3. Variation des prix	8
2.2. <i>Modalités de règlement</i>	9
2.2.1. Avance	9
2.2.2. Garanties financières	9
2.2.3. Répartition des paiements	10
2.2.4. Acomptes	10
2.2.5. Demande de paiement	10
2.2.6. Mode de règlement	11
Article 3 : Délais – Pénalités – Primes	12
3.1. <i>Délais</i>	12
3.1.1. Délais d'exécution	12
3.1.2. Prolongation des délais	12
3.2. <i>Pénalités</i>	12
3.2.1. Pénalités pour retard	13
3.2.2. Autres pénalités	13
3.2.3. Recouvrement des pénalités	14
Article 4 : Exécution des prestations	14
4.1. <i>Clause environnementale</i>	14
4.2. <i>Conditions de stockage</i>	14
4.3. <i>Livrables</i>	14
4.4. <i>Modifications du contrat</i>	14
Article 5 : Constatations de l'exécution des prestations – Garanties	15

5.1.	<i>Constatations</i>	15
5.1.1.	Opérations de vérification	15
5.1.2.	Décisions après vérification	15
5.2.	<i>Transfert de propriété</i>	15
5.3.	<i>Garantie</i>	15
Article 6 :	Propriété intellectuelle	15
Article 7 :	Résiliation	15
7.1.	<i>Résiliation</i>	15
7.2.	<i>Exécution aux frais et risques</i>	15
Article 8 :	Différends	16
Article 9 :	Dérogations au C.C.A.G.-F.C.S.	16

Article 1 : Généralités

Le présent marché est passé en application des dispositions du Code de la commande publique en vigueur à la date du lancement de la consultation afférente.

1.1. Caractéristiques principales du marché

1.1.1. Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) concernent les fouilles archéologiques, sous la forme d'un suivi de travaux, dans le cadre de l'opération de restauration de la baraque cuisine sur le site de l'ancien camp de concentration de Natzweiler-Struthof, route départementale 130, 67130 Natzwiller.

1.1.2. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée démarrant à sa date de notification et s'achevant à la date d'admission du rapport final de fouilles.

La date prévisionnelle de début d'exécution est fixée 01/07/25.

1.1.3. Mise en œuvre du marché/des marchés

1.1.3.1. Modalités de communication

Les parties au marché communiqueront entre elles :

- directement au titulaire contre récépissé daté et signé,
- par lettre recommandée avec accusé de réception postale,
- via le profil acheteur et dans les conditions fixées à l'article 3.1.2 du CCAG –FCS,
- par courrier électronique avec accusé de réception. Dans le cas où cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, celui-ci sera invité à accuser réception pour valoir notification. À défaut d'accusé de réception, le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à l'issue d'un délai de 8 jours à compter de la date d'envoi du courrier électronique.

À cette fin, le titulaire fournira en début de marché une adresse de courrier électronique valide.

1.1.3.2. Ordres de services

L'exécution du marché sera réalisée au moyen d'ordres de service.

Les ordres de service sont notifiés par l'acheteur au titulaire en cours d'exécution du marché.

1.2. Intervenants

1.2.1. Acheteur

Les coordonnées des interlocuteurs de l'ONaCVG seront communiquées aux titulaires à la notification du marché.

1.2.2. Coordonnateur en matière de sécurité, de protection de la santé des travailleurs salariés (CSPS)

La coordination pour cette opération est de niveau II

Elle est assurée par le bureau HERRMANN Bernard, CSPS Conception réalisation de niveau 1, 28 rue Principale 67140 SAINT-PIERRE., téléphone 06 59 56 24 12, bhcsps@orange.fr

1.2.3. Titulaire

1.2.3.1. Représentant du titulaire / changement de représentant

Par dérogation à l'article 3.4.1 du C.C.A.G.-F.C.S., le ou les personnes physiques habilitées à représenter le titulaire ont été désignées au mémoire justificatif de l'offre et, en ce qui concerne le responsable scientifique, après désignation par le préfet de région au vu du mémoire justificatif de l'offre.

1.2.3.2. Modification affectant le titulaire

Il est fait application des dispositions de l'article 3.4.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le titulaire s'engage à exécuter la prestation par les intervenants désignés dans le mémoire justificatif de l'offre.

Conformément à l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-F.C.S., tout nouvel intervenant doit faire l'objet d'une approbation par la personne publique.

En cours d'exécution du marché, en cas de remplacement d'un intervenant, le titulaire doit proposer à l'ONaCVG un profil équivalant tant sur le plan de l'expérience que de la qualification. Le profil du nouvel intervenant doit être validé par l'ONaCVG avant toute intervention.

1.2.3.3. Agrément

Le titulaire fera le nécessaire pour le renouvellement de l'agrément prévu à l'article L523-8 du code du patrimoine **couvrant la période contemporaine**, le cas échéant.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire son agrément en cours de validité, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Conformément à l'article 41.1 du C.C.A.G.-F.C.S., l'absence d'agrément et/ou la non-fourniture de celui-ci est une cause de résiliation du marché aux torts du titulaire.

1.2.3.4. Conditions relatives au groupement

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire

1.2.3.5. Conditions relatives à la sous-traitance

Le titulaire peut recourir à la sous-traitance à condition de l'avoir déclarée et avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement par l'acheteur. L'avis du préfet de région sera sollicité.

En précision à l'article 3.6 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire dispose d'un délai maximum de quinze (15) jours pour communiquer les coordonnées de la personne habilitée à représenter le sous-traitant.

1.3. Pièces constitutives du marché

Cet article déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

1.3.1. Pièces contractuelles

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le cahier des clauses particulières (C.C.P.)
- L'arrêté préfectoral portant prescription de fouille archéologique préventive SRA n° 2021/A357 en date du 28/09/21 et ses annexes n° 1- plan d'emprise et n° 2-cahier des charges scientifiques
- L'arrêté modificatif de prescription de fouille SRA N° 2024/A257 en date du 25/07/24
- Le mémoire justificatif des offres et ses annexes dont le projet scientifique
- Les actes de sous-traitance
- La décomposition du prix global et forfaitaire, hormis les quantités y figurant données à titre indicatif
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JO du 1^{er} avril 2021 et entré en vigueur le 1^{er} avril 2021.
- Le PGC SPS et ses avenants

1.4. Obligations générales d'exécution

1.4.1. Protection des données personnelles – RGPD

Le cas échéant, avant la mise en œuvre par le titulaire, pour le compte de l'acheteur, d'un traitement comportant des données à caractère personnel, un avenant doit être conclu au présent marché pour définir à minima les obligations des parties et les conditions relatives au traitement.

1.4.2. Protection de l'environnement, sécurité et santé

A) Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

B) Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

C) Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

1- Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

2- Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. ;

- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.P.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.

À la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

D) Obligations du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du titre III du livre V de la quatrième partie de la partie législative du Code du travail.

1.4.3. Assurances

Conformément à l'article 9 du C.C.A.G.-F.C.S., dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution, le titulaire, ou le mandataire et les membres du groupement doivent justifier au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie, qu'ils sont titulaires d'une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations objet du marché.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette/ces attestation(s) en cours de validité, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

1.4.4. Documentation à fournir en cours d'exécution

Conformément à la réglementation en vigueur, le titulaire, ou chacun des membres du groupement, ainsi que, le cas échéant, chacun des sous-traitants, devra produire, TOUS LES 6 MOIS, à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les documents ci-après.

En cas de retard dans la production de ces documents le titulaire est passible des pénalités de retard prévues à l'article [3.2.1.1](#) infra.

En cas d'inexactitude ou de non production de ces documents, le marché pourra être résilié.

Documents fiscaux et sociaux :

- Pour le(s) cocontractant(s) établi(s) ou domicilié(s) en France, les pièces prévues aux articles R. 2143-7 à R. 2143-9 du Code de la commande publique, et notamment : les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le titulaire a satisfait à ses obligations fiscales (impôt sur le revenu ou impôt sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée) et sociales,
- Pour le(s) cocontractant(s) établi(s) ou domicilié(s) à l'étranger, les pièces prévues aux articles R. 2143-7 à R. 2143-9 du Code de la commande publique.

Liste nominative des salariés étrangers :

Conformément aux articles D. 8254-1 à 6 du Code du Travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du Travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précisera pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Article 2 : Prix et règlement

2.1. Prix du marché

2.1.1. Caractéristiques des prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont rémunérées par application d'un prix global forfaitaire, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

2.1.2. Contenu des prix

Les prix comprennent l'ensemble des charges et frais énumérés à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Les prix s'entendent pour des prestations exécutées dans les conditions prévues au cahier des charges.

Une base vie est mise à disposition du titulaire par le lot travaux principal de l'opération de restauration de la baraque cuisine.

2.1.3. Variation des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M_0 (mois de la date limite de remise des offres), rappelé à l'acte d'engagement, par dérogation à l'article 10.2.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les prix du marché sont révisibles

La révision se fera mensuellement sur la base de la date de début d'exécution des prestations.

Le coefficient de révision des prix est obtenu par l'application de la formule suivante :

$$0,125+0,875(A/A_0)$$

A = Index ING du mois de révision

A₀ = Index ING au mois M₀

Index ING – Ingénierie – Base 2010 – Identifiant 001711010

Le coefficient est arrondi au 1/1000^{ème} supérieur.

Si la valeur définitive d'un indice n'est pas publiée au moment du calcul du coefficient de révision, il sera fait usage de la dernière valeur connue de l'indice ou index.

Si l'indice de référence utilisé ci-dessus cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

2.2. Modalités de règlement

2.2.1. Avance

Sauf refus du titulaire ou du sous-traitant, l'avance est accordée lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Il est fait application de l'option B de l'article 11.1 du C.C.A.G.-F.C.S. :

Le taux de l'avance est de 5 %.

Si sa durée du marché est inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance sera obtenu par application du taux défini ci-dessus au montant initial du marché.

Si la durée du marché est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance est calculé de la façon suivante :

$$\frac{\text{Montant initial TTC} \times 12 \times 5}{\text{Durée en mois} \times 100}$$

Le montant du marché est entendu comme le montant correspondant au montant des prestations exécutées en propre par l'entreprise destinataire de l'avance.

La résorption de l'avance s'effectuera selon les modalités ci-après.

Le remboursement complet de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par l'entreprise atteint 80 % du montant TTC des prestations qui lui sont confiées.

Le remboursement de cette avance s'effectuera au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant du marché selon la formule suivante :

$$\text{Montant de la résorption} = \text{Montant de l'avance} \times (\% \text{ avancement des prestations} - 65) / 0,15$$

En cas de sous-traitance, si le sous-traitant agréé souhaite bénéficier de l'avance, il présente sa demande de versement de l'avance au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

Si le titulaire du marché a perçu l'avance et sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

2.2.2. Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

2.2.3. Répartition des paiements

2.2.3.1. *En cas de groupement*

Conformément à l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur les demandes de paiement qui sont décomposées en autant de partie qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Il est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

En cas de groupement solidaire, les entreprises cotraitantes peuvent demander à l'article 4 de l'acte d'engagement le paiement sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou à celui du mandataire.

2.2.3.2. *En cas de sous-traitance*

Le sous-traitant, dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, doit déposer sa demande de paiement qui est soumise à validation du titulaire. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour donner son accord ou notifier son refus. Passé ce délai la demande de paiement sera adressée automatiquement à l'acheteur.

En cas de sous-traitance indirecte, le sous-traitant de premier rang doit fournir une caution personnelle et solidaire. L'acheteur ne signera pas de subrogation de paiement.

2.2.4. Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

Lorsque le titulaire remet à l'acheteur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

2.2.5. Demande de paiement

2.2.5.1. *Contenu de la demande de paiement*

Le contenu de la demande de paiement doit être conforme aux dispositions de l'article 11.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

L'adresse de facturation inscrite sur les demandes de paiement est **obligatoirement** :

ONaCVG/Agence Comptable (SFACT)

Hôtel National des Invalides
129 rue de Grenelle - Escalier B
75700 PARIS CEDEX 07
Courriel sfact@onacvg.fr

2.2.5.2. *Calcul de la demande de paiement*

Le calcul des sommes dues est établi par le titulaire

2.2.5.3. *Remise de la demande de paiement*

La remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations à l'issue de chaque phase, ainsi que pour les demandes d'acomptes mensuels, au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent, dans le cas des prestations qui s'effectuent de façon continue. Le titulaire notifie alors à l'acheteur une demande de paiement mensuelle établissant

le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

Les demandes de paiement sont adressées **uniquement par voie dématérialisée** par la passerelle **CHORUS PRO**, en utilisant le cadre de facturation A1 et en renseignant le **code SIRET** de l'ONaCVG 180 007 015 00019 ainsi que le **N° d'engagement (EJ)** fourni lors de la notification.

En cas de sous-traitance ou cotraitance, les titulaires doivent ajouter l'espace « factures à valider » à leur « structure » dans Chorus Pro.

Le sous-traitant choisit le cadre de facturation A9, renseigne le code SIRET de l'ONaCVG et le numéro d'EJ comme indiqué ci-dessus, et complète également le numéro de SIRET du titulaire.

Le cotraitant choisit le cadre de facturation A12, renseigne le code SIRET de l'ONaCVG et le numéro d'EJ comme indiqué ci-dessus, et complète également le numéro de SIRET du mandataire.

2.2.5.4. Acceptation de la demande de paiement

L'acheteur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les réfections imposées.

L'acheteur arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au titulaire.

2.2.5.5. Paiement pour solde et règlements partiels définitifs

Dès l'admission de la prestation, le titulaire adresse à l'acheteur sa demande de paiement.

2.2.6. Mode de règlement

2.2.6.1. Délai de paiement

Le délai de paiement des prestations est de 30 jours maximum à compter :

- Pour l'avance : de la notification de l'ordre de service de démarrage.
- Pour les acomptes : à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Toutefois, conformément à l'article R. 2192-17 du Code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date à laquelle la conformité des prestations aux stipulations contractuelles est constatée, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

2.2.6.2. Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire

Il est fait application des articles R. 2192-31 à D. 2192-36 du Code de la commande publique.

Article 3 : Délais – Pénalités – Primes

3.1. Délais

3.1.1. Délais d'exécution

- Les prestations du présent marché feront l'objet d'exécution par phases successives décrites ci-après et selon les prescriptions décrites dans les annexes 1-plan de localisation et 2-cahier des charges scientifiques de l'arrêté préfectoral SRA n°2021/A357 du 28 septembre 2021 et l'arrêté modificatif de prescription de fouille SRA N° 2024/A257 en date du 25/07/24.

Localisation	Début prévisionnel	Mode de déclenchement	Phases
Zone 1 Fondation et bâti de la baraque cuisine	Juillet 2025	Ordre de service	Phase de préparation
		Notification du PV de fin de fouille	Phase terrain
			Phase étude
			Rapport final d'opération
Zone 2 Tranchée vers le mirador 8	Juillet 2025	Ordre de service	Phase de préparation
		Notification du PV de fin de fouille	Phase terrain
			Phase étude
			Rapport final d'opération

Les durées minimales d'intervention sont déterminées à l'article 6 de l'annexe 2-cahier des charges scientifiques.

Le mémoire justificatif de l'offre comprenant le projet scientifique et un planning d'exécution, précise les délais de chaque phase.

3.1.2. Prolongation des délais

Les modalités d'expiration ou de prolongation du délai d'exécution sont telles que prévues aux articles 13.2 et 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

3.2. Pénalités

Le titulaire reste intégralement redevable de la prestation dont le retard ou la non réalisation donne lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait de son paiement.

3.2.1. Pénalités pour retard

3.2.1.1. *Montant des pénalités de retard*

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., les pénalités suivantes s'appliquent :

Délai concerné	Montant
Délai d'exécution de la phase	$P = (V \times R) / 50$ P= montant de la pénalité V= valeur TTC de la phase concernée R= nombre de jours ouvrés de retard

En cas de retard dans la remise de tout document prévu au marché ou information administrative (devis, transmission de nouveaux tarifs sur catalogue, assurance, déclaration de sous-traitant, pièces exigées par le code du travail, désignation des représentants, remise du nom et des coordonnées du délégué à la protection des données du titulaire, modification affectant le titulaire, etc.) une pénalité forfaitaire fixée à 20 € par jour de retard et par document ou information pourra être appliquée.

3.2.1.2. *Plafonnement des pénalités de retard*

Par dérogation à l'article 14.1.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le montant total des pénalités de retard ne sera pas plafonné.

3.2.1.3. *Exonération des pénalités de retard*

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune pénalité de retard.

3.2.1.4. *Condition d'application des pénalités de retard*

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S. l'acheteur peut appliquer les pénalités de retard sans préalablement inviter le titulaire à présenter ses observations.

3.2.2. Autres pénalités

3.2.2.1. *Pénalités pour non respect des obligations environnementales*

En application de l'article 16.2.3 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de non-respect de ses obligations environnementales, le titulaire s'expose à une pénalité de 100 € par manquement.

3.2.2.2. *Vigilance en matière d'hébergement*

En cas d'application des dispositions de l'article L. 4231-1 du Code du travail, 2^e alinéa, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à la totalité des frais engagés par l'acheteur pour satisfaire à cette disposition, majorée de 5 %.

3.2.2.3. *En matière de lutte contre le travail dissimulé*

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à l'injonction de régulariser sa situation dans ce domaine, l'ONACVG peut :

- appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 300 €, dans les limites prévues par les textes,
- résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

3.2.2.4. *En matière de lutte contre la sous-traitance occulte*

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à l'injonction de régulariser sa situation dans ce domaine, l'ONACVG peut :

- appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 1 500 €, dans les limites prévues par les textes,
- résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

3.2.3. *Recouvrement des pénalités*

Le montant des pénalités sera calculé et prélevé par précompte sur les acomptes ou par émission d'un ordre de recouvrer lorsque le reliquat du marché est insuffisant.

Article 4 : Exécution des prestations

4.1. Clause environnementale

Le titulaire est soumis au respect d'obligations environnementales selon les dispositions de l'article 16.2 du C.C.A.G.-F.C.S.. Il privilégie une méthode de transmission de ses livrables contribuant à l'allègement de l'impact carbone des flux numériques, notamment par la compression des documents.

En cas de non-respect de cette obligation, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 3.2.2.1 supra.

4.2. Conditions de stockage

Les biens archéologiques mobiliers recueillis au cours de la fouille seront conservés conformément à l'article 4.6 de l'arrêté et article 8 de l'annexe 2-cahier des charges scientifiques.

4.3. Livrables

Le titulaire s'engage à fournir à l'ONACVG :

- Le rapport de fouille tel que mentionné et dans les conditions fixées à l'article 7 de l'arrêté préfectoral portant prescription de fouille archéologique prévention SRA n° 2021/A357 du 28/09/21 et de l'article 4.7 de l'annexe 2-cahier des charges scientifiques et de l'arrêté modificatif de prescription de fouille SRA N° 2024/A257 en date du 25/07/24

4.4. Modifications du contrat

Si cela s'avère nécessaire à la bonne réalisation du marché, l'acheteur se réserve la possibilité d'utiliser les dispositions des articles R. 2122-7, R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique et de l'article 25 du C.C.A.G.-F.C.S. pour :

- modifier des prestations prévues initialement,
- ajouter des prestations non prévues initialement mais devenues nécessaires à la réalisation du marché,
- pour la réalisation de prestations similaires à celles du marché initial, notamment dans les cas explicités dans l'article 6 de l'arrêté préfectoral SRA n° 2021/A357 du 28/09/21 et de l'arrêté modificatif de prescription de fouille SRA N° 2024/A257 en date du 25/07/24
- en cas de circonstances exceptionnelles.

Article 5 : Constatations de l'exécution des prestations – Garanties

5.1. Constatations

5.1.1. Opérations de vérification

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le représentant de l'ONaCVG au moment même de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28 du C.C.A.G.-F.C.S.

Par dérogation à l'article 27.3 du C.C.A.G.-F.C.S., l'acheteur se charge des vérifications sans en aviser le titulaire du marché.

Par dérogation à l'article 27.3, le titulaire informe le représentant de l'ONaCVG de l'achèvement de la phase terrain en présentant un procès-verbal de fin de fouille.

5.1.2. Décisions après vérification

La décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sera prononcée par le représentant de l'acheteur habilité à cet effet dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

5.2. Transfert de propriété

Il sera fait application de l'article 31 du C.C.A.G.-F.C.S.

5.3. Garantie

Sans objet.

Article 6 : Propriété intellectuelle

Il est fait application des articles 34 à 37 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 7 : Résiliation

7.1. Résiliation

Les stipulations des articles 38 à 44 du C.C.A.G.-F.C.S., relatives à la résiliation du marché, sont applicables, complété comme suit :

Lorsque l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes non révisé du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5 %.

7.2. Exécution aux frais et risques

L'acheteur pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

Dans le cas d'une exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire, par dérogation à l'article 43.5 du C.C.A.G.-F.C.S., la notification du décompte de résiliation par l'acheteur sera

faite au plus tard deux (2) mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

Article 8 : Différends

En cas de différends ou litiges, les dispositions de l'article 46 du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent.

En outre, en cas de litige avec un prestataire étranger, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, notices et correspondances relatifs au marché sont rédigés en français.

Article 9 : Dérogations au C.C.A.G.-F.C.S.

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

Articles du présent C.C.P.	Articles du C.C.A.G.-F.C.S. auquel il est dérogé
1.2.3	3.4.1
1.3	4.1
2.1.3	10.2.4
3.2.1.1	14.1.1
3.2.1.2	14.1.2
3.2.1.3	14.1.3
3.2.1.4	14.1.1
5.1.1	27.3
7.2	43.5